

atteindre l'autosuffisance alimentaire et à augmenter leurs exportations. D'autres prétendent que ce procédé n'est qu'une tentative pour régler, par la technique, des problèmes qui nécessitent des solutions plus complexes. Des craintes ont été exprimées au sujet de l'inapplicabilité de l'irradiation dans les pays dont le système alimentaire est décentralisé, des possibilités de contamination des aliments après l'irradiation, lorsque la manutention ou l'entreposage laissent à désirer, du transport des aliments avant et après l'irradiation dans les pays où les réseaux de transport et de distribution sont déficients, et du caractère vague des dispositions visant à protéger le public et les travailleurs contre les substances dangereuses. D'après un témoin, il sera difficile de convaincre les pays du tiers monde d'investir de fortes sommes dans l'irradiation sans en comparer la valeur avec celle d'autres méthodes de conservation et d'entreposage des aliments nécessitant moins de capitaux.

Comme le régime alimentaire de beaucoup d'habitants des pays en développement est essentiellement constitué de quelques aliments de base, il faut étudier encore plus en détail les répercussions de l'irradiation sur la valeur nutritive de ces aliments et les effets à long terme de la consommation d'une grande quantité d'aliments irradiés. Dans son rapport, l'ACINF souligne qu'il faut étudier à fond les aliments de base qui sont consommés en grande quantité. Ainsi, il recommande d'approfondir les recherches sur les pommes de terre irradiées parce que celles-ci constituent pour les Britanniques une source importante de vitamine C et de thiamine. Selon le Comité permanent, de telles études sont peut-être encore plus pertinentes pour le tiers monde où quelques aliments de base forment souvent la plus grande part du régime alimentaire :

29) Le Comité permanent recommande d'étudier tout particulièrement les effets de l'irradiation sur la valeur nutritive des aliments de base et l'incidence de la consommation d'aliments de base irradiés sur le régime alimentaire en général.

L'EACL, qui est l'un des principaux fournisseurs mondiaux de matériel d'irradiation, poursuit ses efforts de mise en marché dans les pays en développement. L'Agence canadienne de développement international (ACDI)* fournit quant à elle une aide financière à ceux qui souhaitent faire l'achat d'irradiateurs. Ainsi, la Thaïlande a pu se procurer récemment un irradiateur fabriqué par l'EACL grâce à l'aide de l'ACDI, et le Comité permanent a appris que l'ACDI songeait à aider d'autres pays à faire de même.

Selon des témoins, les organismes comme l'ACDI ne sont pas obligés d'annoncer à la population des pays en développement leur intention de financer des projets comme l'achat d'irradiateurs, ni de divulguer les détails des plans, des évaluations environnementales ou d'autres études portant sur la santé et la sécurité des travailleurs. Il semble n'y avoir aucun débat public sur les propositions relatives à ce genre de projet. Or, le Comité permanent a voulu étudier l'irradiation des aliments justement parce qu'il souhaitait sensibiliser le public à cette question. Il apparaît, pour le Comité permanent, essentiel d'amener la population à s'intéresser à des questions qui peuvent modifier les réserves alimentaires de son pays.

(v) Aspects commerciaux de l'irradiation

L'assouplissement des dispositions relatives à l'irradiation alimentaire ne garantira pas la viabilité commerciale du procédé. Selon les représentants de l'industrie alimentaire qui ont comparu devant le Comité permanent, l'adoption de mesures en ce sens se traduirait sans doute par un accroissement des importations d'aliments irradiés